

## **MAÎTRE D'OUVRAGE**

**MAIRIE DE NERVILLE-LA-FORET**  
Rue Saint-Claude 95590 - NERVILLE-LA-FORET

## **MAÎTRE D'OEUVRE**



## **REHABILITATION DU CŒUR DE VILLAGE**



## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)**

## **LOT N° 00 DESAMIANTAGE - DEMOLITIONS**

## TABLE DES MATIERES

<b>1. GENERALITES.....</b>	<b>3</b>
1.1 PRESCRIPTIONS GENERALES .....	3
1.2 LIMITES DE PRESTATIONS .....	3
1.3 TRAVAUX PREPARATOIRES AVANT CURAGE PROTECTIONS DIVERSES.....	3
1.4 DOCUMENTS ET TEXTES DE REFERENCES .....	4
1.4.1 Travaux de désamiantage.....	5
1.4.2 Travaux de déplombage .....	6
1.5 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE .....	8
1.6 DIMENSIONNEMENT - INDICATIONS .....	8
1.7 PLANS – DETAILS – DOCUMENTS D’EXECUTION .....	8
1.8 DELAI D’EXECUTION .....	9
1.9 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES .....	9
1.9.1 Visite des lieux .....	9
1.9.2 Réalisation de la méthodologie d’intervention .....	9
<b>2. DESCRIPTION DES OUVRAGES.....</b>	<b>10</b>
2.1 GENERALITES .....	10
2.2 CONSISTANCE DES TRAVAUX DE DESAMANTAGE .....	10
2.3 CONSISTANCE DES TRAVAUX DE DEPLOMBAGE .....	11
2.4 TRAVAUX DE DEMOLITION NON STRUCTURELLE OU DE DESHABILLAGE OUVRAGES INTERIEURS .....	11
2.4.1 Au sol : démolition ou dépose de : .....	11
2.4.2 Sur murs : démolition ou dépose de : .....	12
2.4.3 En façades intérieures : démolition ou dépose de : .....	12
2.4.4 En plafond : démolition ou dépose de : .....	13
2.5 OUVRAGES PARTICULIERS .....	13
2.5.1 Type A .....	13
2.5.2 Type B .....	13
2.6 OUVRAGES OMIS OU INSUFFISAMMENT DECRITS .....	13

## 1. GENERALITES

Le présent C.C.T.P consiste à décrire les travaux de réhabilitation du cœur de village 95590 NERVILLE – LA – FORET pour le lot N° 00 Désamiantage / Démolitions.

### 1.1 PRESCRIPTIONS GENERALES

Les travaux de désamiantage, de déplombage et de démolitions non structurelles/curage seront réalisés par une seule entreprise afin de coordonner parfaitement les interfaces des travaux conformément aux réglementations en vigueur.

Les travaux comprendront pour l'ensemble de l'opération :

- Les travaux de « démolitions et de déshabillages intérieurs », tels que sont définis dans les chapitres qui suivent, concerneront tous les ouvrages qui ne concourent pas à la stabilité ainsi qu'à la pérennité de l'immeuble et ouvrages les constituants.
- Fourniture, installation et double transport de l'ensemble des cantonnements et installations de chantier nécessaires pendant la durée des travaux de désamiantage, de déplombage et de travaux de curage/démolitions non structurelles.

Hors réalisation des branchements de chantier, eau, évacuation E.U. E.V., et électricité.

### 1.2 LIMITES DE PRESTATIONS

Travaux inclus du présent lot :

La dépose et enlèvement de petits mobiliers, rideaux et ouvrages divers restés en place.

Travaux exclus du présent lot :

Les ouvrages concourant à la stabilité ainsi que qu'à la pérennité des constructions c'est à dire tous les ouvrages à caractères « structurel » tels que :

- Maçonneries porteuses.
- Percements en planchers (excepté leurs revêtements de surface et faux plafonds).

Les ouvrages concourant au clos couvert des bâtiments, tels que :

- Tous types de couverture, y compris tous ouvrages de recueillement et d'évacuation des EP.
- Menuiseries de baies de façades.
- Les descentes EP de façades et raccordements sur collecteurs.

La démolition partielle ou complète de bâtiment.

### 1.3 TRAVAUX PREPARATOIRES AVANT CURAGE PROTECTIONS DIVERSES

Au titre des protections dues aux articles ci-après, l'entreprise devra également avant tout commencement de travaux de curage, les protections contre les chutes de matériaux par :

- Protections en éventail avec plancher garde gravois à chaque niveau le nécessitant,
- Filets de protection,
- Bâches,

- Platelages, tunnels, écrans,
- Etc., suivant nécessité de chantier, directives du Maître d'œuvre et du coordonnateur de sécurité.

Si nécessaire, en fonction de la position des installations et dispositifs mis en œuvre pour l'évacuation des gravois, il sera dû par l'entrepreneur du présent lot, l'installation de tunnels protégés pour le passage des piétons, y compris :

- Faux trottoir,
- Canal de récupération des EP,
- Gardiennage et nettoyage des abords,
- Eclairage réglementaire de sécurité (diurne et nocturne),
- Balisage et affichages réglementaires.

En règle générale, toutes les protections nécessaires avant et pendant l'exécution des travaux sont intégralement dues dans le cadre du prix global forfaitaire du présent lot.

Ces protections à mettre en œuvre concernant particulièrement :

- Les trémies de descentes de gravois à l'intérieur du bâtiment,
- L'ensemble des façades,
- Les zones où il est nécessaire de faire des transferts horizontaux et mouvements de gravois,
- Les aires ou zones de stockage et d'évacuation des gravois,
- Les chemins et issues de secours, y compris balisages réglementaires,
- Etc.

#### 1.4 DOCUMENTS ET TEXTES DE REFERENCES

L'entrepreneur du présent lot est tenu de respecter les lois, décrets, arrêtés et règlements administratifs qui s'appliquent à cette réalisation ainsi que les normes et documents qui régissent techniquement les travaux objet du présent C.C.T.P.

L'attention de l'Entrepreneur est attirée sur quelques textes de portées générales.

L'ensemble de la réglementation étant applicable, l'Entrepreneur doit se reporter aux textes publiés par le R.E.E.F.

L'entreprise s'engage à signaler aux maîtres de l'ouvrage et de l'œuvre les modifications de réglementations intervenues après l'obtention du marché.

L'entreprise devra respecter l'ensemble des normes en vigueur :

- D.T.U.
- R.E.E.F.
- Code de la Construction et de l'Habitation
- Publications du C.S.T.B et de l'A.F.N.O.R.
- Règlements de sécurité
- Règlements sanitaires départementaux
- Documents du CCTG et dispositions du CCAG
- Aux lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations concernant la sécurité, et notamment :
  - La sécurité incendie,
  - La sécurité des personnes,
  - Les mesures à prendre lors des travaux de démolition, pour risques dus à la présence d'amiante et de plomb, rapports amiante et plomb joints,

- Etc.
- Etc. Liste non limitative.

#### 1.4.1 Travaux de désamiantage

Les ouvrages de désamiantage seront exécutés conformément aux prescriptions des D.T.U., Normes, Documents Techniques et Règlements en vigueur et notamment, liste non exhaustive :

Pour la décontamination de l'amiante en conformité avec la réglementation française

##### **Décrets et arrêtés**

Décret N°77.949 du 17 août 1977 :	Texte définissant les mesures d'hygiène et les modalités de contrôle de l'empoussièrement de l'amiante.
Décret N°77.974 du 19 août 1977 :	Etabli en référence à la loi 75.633 du 15 juillet, relative à l'élimination des déchets.
Arrêté du 25/08/1977 :	Contrôle de l'empoussièrement dans les établissements où le personnel est exposé à l'action des poussières d'amiante. Organisme chargé des contrôles et méthodes de prélèvement, numérotation des fibres d'amiante.
Arrêté du 17/10/1977 :	Transport de l'amiante, consignes de sécurité.
Décret N°78.394 du 20/03/1978 :	Relatif à l'emploi des fibres d'amiante pour le flocage des bâtiments.
Arrêté du 23/10/1978 :	Contrôle de l'empoussièrement dans les établissements où le personnel est exposé à l'action des poussières d'amiante.
Arrêté du 08/03/1979 :	Instructions techniques que doivent respecter les médecins du travail assurant la surveillance médicale des salariés exposés à l'inhalation des poussières d'amiante.
Directive du Conseil N°83/477/CEE du 19/09/1983 :	Directives Européennes sur la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail.
Directive du Conseil N° 87/212/CEE du 19/03/1987 :	Texte concernant la prévention et la réduction de la pollution de l'environnement par l'amiante.
Annexe :	Méthodes de prélèvement et d'analyse.
Décret N° 87.232 du 27/03/1987 :	Mesures particulières d'hygiène applicables dans les établissements où le personnel est exposé à l'action des poussières d'amiante modifiant le décret du 17/08/77 n°77.949.
Décret N° 88.466 du 26/08/88 :	Textes relatifs aux produits contenant de l'amiante (étiquetage et conseils de sécurité).
Circulaire DRT N° 88/15 du 08/08/88 :	Mesures particulières d'hygiène applicable dans les établissements où le personnel est exposé aux poussières d'amiante (échantillonnage de l'air et mode de calcul).
Décret N° 92.634 du 6 juillet 1992 :	Relatif aux mesures particulières d'hygiène.
Décret N° 94.645 du 26 juillet 1994	
Circulaire DGS/VS3/94 n°70 du 15 septembre 1994 :	Relatif aux procédures et règles de travail à mettre en œuvre pour procéder au déflocage, au retrait de l'amiante et à l'élimination de l'amiante.
Circulaire DGS/VS3/DHC/TEI n°69 du 31 juillet 1995 :	Relatif à la prévention des risques liés aux flocages à l'amiante.

Décret N° 96-97 du 7 février 1996 :	Protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis, modifié par le Décret 2001/840 du 13/09/2001.
Décrets N° 96-98 du 7 février 1996 :	Protection des travailleurs contre les risques sanitaires liés à l'inhalation de poussières d'amiante.
Décrets N°2002-839 du 3 mai 2002 :	Modifiant les décrets n°96/97 – 97/855 et 96/98, relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition, dans les immeubles bâtis.
Qualification QUALIBAT 1513 :	Concernant le traitement de l'amiante en place, suivant le protocole du 7 février 1996.
Arrêté du 14 mai 1996 :	Relatif aux règles techniques que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait de l'amiante.

### Normes

NFX 06-023 de décembre 1984 :	Application de la statistique, sélection des plans d'échantillonnage par mesurage de la proportion d'individus non conformes.
NFX 44.011 de mai 1972 :	Filtration de l'air, enceintes de sécurité. Méthode de mesure de l'efficacité des filtres au moyen d'un aérosol d'uranine (fluorescéine).
Normes NF EN 143, 146 et 147 :	Appareils de protection respiratoire.
Norme NF X 43-269 :	Analyses MOCP (Microscopie Optique en Contraste de Phase).
Norme NF X 43-050 :	Analyses MET (Microscopie Electronique à Transmission).

#### 1.4.2 Travaux de déplombage

Les ouvrages de déplombage seront exécutés conformément aux prescriptions des D.T.U., Normes, Documents Techniques et Règlements en vigueur, et notamment, liste non exhaustive :

#### Réglementation "Code de la sécurité sociale" :

Tableau N° 1 des maladies professionnelles : affections dues au plomb et à ses composés

#### Réglementation "Code du travail" :

Décret N°88-120 du 1 <sup>er</sup> février 1988 modifié :	Protection des travailleurs exposés au plomb et à ses composés.
Arrêté du 11 avril 1988 modifié :	Contrôle de l'exposition des travailleurs exposés au plomb et à ses composés.
Arrêté du 15 septembre 1988 :	Surveillance médicale des travailleurs exposés au plomb et à ses composés Arrêté du 23 juillet 1947 modifié : Les conditions de mise à disposition de douches aux personnels effectuant des travaux insalubres ou salissants.
Décret N°65-48 du 8 janvier 1965 :	Protection et salubrité dans les chantiers du BTP.
Décret N°94-1159 du 26 décembre 1994 :	Intégration de la sécurité et organisation de la coordination en matière de protection de la santé lors des opérations de BTP.
Décret N°92-158 du 20 février 1992 :	Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

Réglementation "Code de la santé publique" :

Loi N° 98-657 du 29 juillet 1998,

article 123 :

Mesures d'urgence contre le saturnisme.

Décret N° 99-362 du 6 mai 1999 :

Modalités de transmission à l'autorité sanitaire de données individuelles concernant certaines maladies.

Décret N° 99-363 du 6 mai 1999 :

Liste des maladies faisant l'objet d'une transmission obligatoire de données individuelles.

Décret N° 99-483 du 9 juin 1999 :

Mesures d'urgence contre le saturnisme.

Décret N° 99-464 du 9 juin 1999 :

Mesures d'urgence contre le saturnisme Arrêté du 12 juillet 1999  
Diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures Arrêté du 12 juillet 1999 Contrôle après réalisation des travaux.

Arrêté du 12 juillet 1999 :

Modèle de note d'information.

Circulaire DGSNS3 N°99/533 ou

UHC/QC/18 N°99-58 du 30 août 1999 :

Mise en œuvre et financement des mesures d'urgence contre le saturnisme.

Autres documents :

CNAMTS Recommandations R 345 et R 346 :

Travaux de démolition de bâtiments

CRAMIF Recommandations N° 18 :

Travaux de démolition réalisés à l'aide d'engins mécaniques.

CRAMIF Recommandations N° 19

Eclairage provisoire des chantiers de bâtiment et de génie civil

CSTB ; Cahier 3030 d'avril 1998 ;

Le plomb dans l'habitat ancien - Diagnostic et techniques de réduction du risque.

INRS : Aide mémoire juridique,

Le Plomb.

INRS : Brochure ED 780,

Les Appareils de protection respiratoires – Choix et utilisation.

INRS : Brochure ED 745,

Produit méchant – Moi, dans mon entreprise, j'étiquette.

INRS : Brochure FO 753,

Stockage et transvasement des produits chimiques dangereux.

INRS : Dépliant ED 834,

Le Plomb, vous et votre famille.

Ministère de l'équipement, des transports et du logement / Ministère de l'emploi et de la solidarité ;

Le plomb - Peintures au plomb dans les bâtiments anciens

Ministère du logement, Les peintures au plomb dans l'habitat ancien

Guide à l'usage des professionnels

OPPBTP Fiche de sécurité F402 97 de 1997

Application et décapage des peintures plombifères

OPPBTP Fiche de sécurité H2 F 1399 de 1999,

Maladies professionnelles, le Plomb.

Loi N° 90-613 du 12 juillet 1990 (article L.122.3 et L.124.3) et arrêté du 8 Octobre 1990,

Interdiction de conclure des contrats de travail temporaire pour effectuer des travaux soumis à surveillance médicale spéciale.

Arrêté du 4 Avril 1995 relatif à la liste des travaux pour lesquels il ne peut être fait appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire.

Arrêté du 14 Mai 1996 relatif aux modalités de contrôle de l'empoussièrément dans les établissements dont les travailleurs sont exposés à l'inhalation des poussières de plomb.

Loi N° 96-452 du 28 Mai 1996 relative aux diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire.

Arrêté du 5 Décembre 1996 relatif au règlement pour le transport des matières dangereuses (prescriptions routières et nomenclature alphabétique des matières).

Arrêté du 6 décembre 1996, Modèle de l'attestation d'exposition à remplir par l'Employeur et le Médecin du travail pour la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation des poussières de plomb. Décret N° 88.120 du 1<sup>er</sup> Février 1988, stipulant par son article « 13 » que l'employeur doit remettre une notice écrite à tout travailleur susceptible d'être exposé « au plomb ».

Article R 232.5.5 du Code du Travail.

Circulaire du 9 Mai 1985 du Ministère du travail, concernant les poussières sans effets spécifiques.

Arrêté du 12 Juillet 1999, santé publique.

Normes Européennes.

La présente liste étant non exhaustive, l'Entrepreneur devra également tenir compte de toutes les autres réglementations, normes, DTU, etc. correspondant aux travaux prévus par ses soins.

#### **1.5 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE**

Prévoir tous moyens de sécurité nécessaires et suffisants conformément à la réglementation en vigueur pour l'ensemble du chantier et si existantes, aux prescriptions propres au plan d'hygiène et de sécurité du Maître d'Ouvrage.

L'entreprise doit prendre toutes dispositions pour satisfaire aux nouvelles règles de sécurité, de santé et de conditions de travail, en collaboration avec le coordinateur de chantier en matière de sécurité et de protection de la santé.

Tous les frais en découlant pour l'entrepreneur sont contractuellement réputés compris dans le montant de son marché.

#### **1.6 DIMENSIONNEMENT - INDICATIONS**

Certains dimensionnements et certaines indications sont donnés à titre indicatif, l'entreprise devra les vérifier et ne pourra en aucun cas arguer d'une erreur formulée au présent document pour réclamer des travaux non prévus à son bordereau. Le projet définitif sera établi au moment de l'exécution sans que pour autant l'offre forfaitaire de l'entreprise ne soit remise en cause à ce moment.

#### **1.7 PLANS – DETAILS – DOCUMENTS D'EXECUTION**

L'entrepreneur devra établir, dans un délai maximum de trois semaines à compter de l'ordre de service, tous les plans, dessins, notes de calcul (ils seront remis au Maître d'œuvre et au Bureau de Contrôle avant le démarrage des travaux.

Les modifications et rectifications éventuelles seront faites au plus tard six semaines avant la date fixée pour la pose du premier ouvrage.

Après agrément, le Maître d'œuvre fera retour d'un exemplaire de ces documents à l'entrepreneur pour exécution. Celui-ci en transmettra un exemplaire aux lots concernés pour information ou exécution si leurs ouvrages ou parties d'ouvrages doivent être réalisés suivant les indications portées sur ces documents.

**1.8 DELAI D'EXECUTION**

Le délai d'exécution des travaux est fixé suivant le planning de l'OPC, un planning contractuel sera joint au marché des entreprises et notifié avec les ordres de services généraux.

**1.9 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES****1.9.1 Visite des lieux**

Compte tenu du caractère particulier de l'intervention :

Les entrepreneurs devront obligatoirement, pour l'estimation de leurs travaux, visiter les locaux pour constater le degré de complexité des travaux.

L'entreprise sera donc supposée connaître l'ensemble du bâtiment, du point de vue de type de construction, de l'emplacement des faux plafonds, de la nature des revêtements de sol, pour qu'elle soit en règle, ainsi qu'en général, toute partie du projet susceptible d'avoir des incidences pour l'exécution du présent lot.

L'entreprise ne saurait se prévaloir postérieurement à la conclusion des marchés d'une connaissance insuffisante du site et des lieux.

Les travaux complémentaires éventuels relevés lors de la visite sur le site seront ajoutés en annexe aux bordereaux.

**1.9.2 Réalisation de la méthodologie d'intervention**

A la signature du marché, une méthodologie d'intervention devra être établie, précisant obligatoirement :

- La nature et la durée probable des travaux,
- L'endroit où les travaux seront effectués,
- Les méthodes mises en œuvre pour le retrait du plomb et de l'amiante,
- Les caractéristiques des équipements qui doivent être utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs, ainsi que celles des équipements de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu des travaux ou à proximité.

La méthodologie sera soumise à l'avis du C.H.S.C.T. ou à défaut des délégués du personnel et sera transmise avant les travaux à l'Inspecteur du Travail et aux Services de Prévention des Organismes de Sécurité Social C.R.A.M.I.F.

Il sera transmis également au Comité Régional de l'O.P.P.B.T.P.

L'entrepreneur joindra en annexe les certificats d'acceptation des organismes chargés de l'élimination des déchets.

## 2. DESCRIPTION DES OUVRAGES

### 2.1 GENERALITES

L'entrepreneur du présent lot sera tenu de se conformer aux réglementations en vigueur, notamment concernant :

- Le double transport, l'installation et l'enlèvement de la zone vestiaires/sanitaires pour le personnel pendant les travaux de désamiantage et de déplombage
- Les systèmes de coltinage et de transport des gravats et déchets en fonction de leur nature pour respecter la réglementation en vigueur.

### 2.2 CONSISTANCE DES TRAVAUX DE DESAMANTAGE

Travaux à réaliser suite aux résultats du rapport d'état des risques d'accessibilité à l'amiante avant travaux, rapports réalisés par Noël Diagnostics, diagnostic du 11/04/2018 N° 18/NFL/0856.

L'entrepreneur devra la dépose de l'ensemble des éléments contenant de l'amiante et leur évacuation en centre de traitement agréé.

L'entreprise réalisant ces travaux devra être titulaire de toutes les qualifications que nécessitent ces travaux. Elle devra en outre, déposer le plan de retrait et obtenir les agréments avant le début effectif du chantier mentionné au planning.

L'entrepreneur aura à établir un document récapitulatif d'intervention comprenant :

- La description et le détail des travaux réalisés la chronologie des opérations
- La copie de toutes les fiches ou PV des contrôles, mesures, analyses effectuées pendant toute la durée du chantier et lors de la restitution
- Les particularités de l'opération le cas échéant copie du registre des contrôles imposés par l'Arrêté du 14 Mai 1996, copie de toutes les pièces relatives à l'enlèvement des déchets :
  - o Les fiches de pesage l'autorisation de mise en décharge les certificats de mise en décharge,
  - o Les bordereaux de suivi des déchets et tous autres pièces éventuelles concernant le déroulement des travaux.

#### **Localisation :**

Suivant repérage réalisé dans le diagnostic.

### 2.3 CONSISTANCE DES TRAVAUX DE DEPLOMBAGE

Travaux à réaliser suite aux résultats du rapport d'état des risques d'accessibilité au plomb avant travaux, rapport réalisé par Noël Diagnostics, diagnostic du 11/04/2018 N° 18/NFL/0856.

L'entrepreneur devra la dépose de l'ensemble des éléments contenant du plomb et leur évacuation en centre de traitement agréé.

L'entreprise réalisant ces travaux devra être titulaire de toutes les qualifications que nécessitent ces travaux. Elle devra en outre, déposer le plan de retrait et obtenir les agréments avant le début effectif du chantier mentionné au planning.

L'entrepreneur aura à établir un document récapitulatif d'intervention comprenant :

- La description et le détail des travaux réalisés la chronologie des opérations
- La copie de toutes les fiches ou PV des contrôles, mesures, analyses effectuées pendant toute la durée du chantier et lors de la restitution
- Les particularités de l'opération le cas échéant copie du registre des contrôles imposés par l'Arrêté du 14 Mai 1996, copie de toutes les pièces relatives à l'enlèvement des déchets :
  - o Les fiches de pesage l'autorisation de mise en décharge les certificats de mise en décharge,
  - o Les bordereaux de suivi des déchets et tous autres pièces éventuelles concernant le déroulement des travaux.

#### **Localisation :**

Suivant repérage réalisé dans le diagnostic.

### 2.4 TRAVAUX DE DEMOLITION NON STRUCTURELLE OU DE DESHABILLAGE OUVRAGES INTERIEURS

#### 2.4.1 Au sol : démolition ou dépose de :

Moquettes collées, tapis et tous revêtements de sol souples, y compris les sous-couches.

Revêtements thermoplastiques et PVC de toutes natures.

Carrelage et revêtements durs de toutes natures et plinthes (y compris formes de pose).

Socles, massifs, renformis d'épaisseur.

Carrelage en contremarche et en plinthe des escaliers communs, compris ponçage du support et dépose de tout revêtement mural en remontée afin de retrouver le support d'origine.

Etc.

#### **Localisation :**

Suivant rapport photographique et plans de démolition architecte, et notamment :

- La zone hall et WC de la salle des fêtes,
- L'intérieur de la maison isolée située sur la parcelle N° 56 section AE,
- L'intérieur de la zone destinée à être démolie de la grange située à l'angle de la parcelle N° 56 section AE.

#### 2.4.2 Sur murs : démolition ou dépose de :

Murs non porteurs, cloisons, séparations, contre-cloisons, etc. et ce en toutes natures de matériaux, jusqu'à 15 cm d'épaisseur.

Baguettes et moulures décoratives.

Gaines techniques diverses (maçonnées ou menuisées).

Habillages divers, tels que :

- Rayonnages, meubles d'archivage, encoffrements divers, tablettes compris équerres support,
- Panneaux muraux en bois compris leur structure support,
- Lambris d'habillage et/ou de capotage, y compris ossatures et structures support,
- Plinthes,
- Etc.

Blocs portes et portes de distribution placards, plinthes, cimaises et tous les habillages menuisés, fixes ou mobiles.

Revêtements muraux collés ou tendus.

Doublages thermiques y compris contre cloisons de doublage et isolation intégrée.

Revêtements durs et toutes natures, tels que : faïences, revêtements en grés cérame.

Sur les murs et les plafonds conservés en place, repiquage des enduits et renformis d'épaisseur (plâtre et ciment) :

- Vétustes et pulvérulents,
- Soufflés de dégradés,
- Humides et salpêtrés,
- Etc.

#### **Localisation :**

Suivant rapport photographique et plans de démolition architecte, et notamment :

- La zone hall et WC de la salle des fêtes,
- L'intérieur de la maison isolée située sur la parcelle N° 56 section AE,
- L'intérieur de la zone destinée à être démolie de la grange située à l'angle de la parcelle N° 56 section AE.

#### 2.4.3 En façades intérieures : démolition ou dépose de :

Voilages, rideaux et tous types d'occultation, y compris systèmes de supportage et de manœuvre.

Encoffrements divers en dissimulation, soit de structure, soit de réseaux de fluides verticaux.

Etc.

#### **Localisation :**

Suivant rapport photographique et plans de démolition architecte, et notamment :

- La zone hall et WC de la salle des fêtes,
- L'intérieur de la maison isolée située sur la parcelle N° 56 section AE,
- L'intérieur de la zone destinée à être démolie de la grange située à l'angle de la parcelle N° 56 section AE.

#### 2.4.4 En plafond : démolition ou dépose de :

Tous les faux plafonds, y compris leurs ossatures porteuses, tels que :

- Plafond en plaques de plâtre suspendu, y compris suspentes et réseaux d'ossatures supports.
- Plafonds en fibres, bois ou métalliques.
- Etc.

De plus l'entreprise devra les déposer de tous les ouvrages fixés en sous faces de tous les planchers, afin de livrer des supports parfaitement propres et exempts d'éléments anciens non conservés dans le projet.

#### **Localisation :**

Suivant rapport photographique et plans de démolition architecte, et notamment :

- La zone hall et WC de la salle des fêtes,
- L'intérieur de la maison isolée située sur la parcelle N° 56 section AE,
- L'intérieur de la zone destinée à être démolie de la grange située à l'angle de la parcelle N° 56 section AE.

### 2.5 OUVRAGES PARTICULIERS

#### 2.5.1 Type A

Mur de clôture extérieur en briques plâtrières, compris renforts métalliques et ouvrages de fondation.

#### **Localisation :**

Suivant rapport photographique et plans de démolition architecte, et notamment :

- Le mur en brique de l'allée menant à la salle des fêtes.

#### 2.5.2 Type B

Les ouvrages extérieurs de la maison isolée située sur la parcelle N° 56 section AE.

#### **Localisation :**

Suivant rapport photographique et plans de démolition architecte, et notamment :

- Les ouvrages non structurels contenant de l'amiante et du plomb, suivant les rapports joints.

### 2.6 OUVRAGES OMIS OU INSUFFISAMMENT DECRITS

Tous les ouvrages non traités implicitement ou explicitement dans ce descriptif mais nécessaires à la réalisation complète du projet devront être prévus et seront exécutés par le présent lot.

Pour toute « imprécision » qui serait perçue et/ou ressentie par l'entreprise dans le cadre de l'étude et qui ne ferait pas l'objet d'un échange en cours d'étude directement auprès du Maître

d'œuvre ou sur la plateforme, il sera hors de question en cours de chantier de considérer ce « manquement » éventuel.

A défaut d'échange, donc, l'entreprise est censée avoir tout compris et comptabilisé dans son étude et son offre.

**Nota :**

L'entreprise est réputée s'être assurée qu'il n'y a, ni manque, ni double emploi dans les prestations fournies au titre de chaque chapitre du corps d'état dont elle est responsable. Afin d'assurer la bonne exécution, l'entrepreneur sera tenu de prévoir dans ses dépenses tout ce qui doit normalement entrer dans le prix d'une construction à forfait pour une parfaite finition des travaux.

L'entreprise prévoira à charge l'ensemble des travaux, main d'œuvre, matériel et fourniture diverse pour l'exécution complète, parfaite et sans aucune réserve de sa part, compris aléas de chantier.